

LA CRISE DE L'EURO

# Les juges allemands valident le sauvetage de l'euro

La Cour constitutionnelle de Karlsruhe autorise Berlin à participer au Mécanisme européen de stabilité

►►► Suite de la première page

Les Français invoquent le primat du politique et du peuple souverain. Historiquement, ils n'ont eu de cesse de dénoncer le gouvernement des juges et n'ont jamais accepté complètement l'indépendance de la banque centrale.

Outre-Rhin, c'est l'analyse contraire qui prévaut. Instruits par les catastrophes du XX<sup>e</sup> siècle, les Allemands ont appris à se méfier du politique. La loi fondamentale imposée par les Alliés en 1949 comporte de nombreux articles inaliénables et limite le pouvoir des responsables politiques, soumis au verdict ultime des juges. Quant à la monnaie, après l'hyperinflation des années 1920 et la ruine nazie, il s'agit d'une chose trop grave pour être confiée aux élus. Ainsi s'est forgée l'indépendance de la Bundesbank, qui accompagna le miracle économique de l'après-guerre. La banque centrale et les juges se voient habituellement soutenus par le Bundestag. Ce triptyque empêche l'émergence d'un exécutif fort, à la satisfaction des citoyens qui voient dans l'Etat plus une menace qu'une protection.

Toutefois, il existe une réserve fondamentale à cette analyse. Les décisions de Mario Draghi, président de la BCE, et d'Andreas Vosskuhle, président de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, sont paradoxalement approuvées en France, critiquées par les esprits germaniques. Pour les Français, ces deux institutions jugées bien peu démocratiques ont pris des décisions éminemment politiques : sauver l'euro coûte que coûte. Et ils en sont satisfaits. Tant pis si la stabilité de la monnaie est affectée par les achats massifs de la BCE qui s'annoncent. Tant pis si les députés n'ont plus



La chancelière allemande Angela Merkel lors de la première session sur le budget 2013 au Bundestag, à Berlin, le 11 septembre. MARKUS SCHREIBER/AP

vraiment leur mot à dire sur le principe des aides aux pays du « Club Med ».

Pour la raison inverse, les Allemands s'en indignent. Selon eux, la BCE a abdiqué son indépendance : elle n'aura pas d'autre choix que d'aider un pays qui aura engagé un programme d'ajustement économique, au risque de déstabiliser la monnaie. Le président de la Bundesbank Jens Weidmann l'a

bien vu, mais n'a pas pu empêcher le mouvement. Quant aux juges de Karlsruhe, leur décision, même si elle vise à préserver les droits du Bundestag, traduit le passage à une Europe faite de transferts financiers. Ainsi, le magazine *Der Spiegel* eut lundi ces deux commentaires lapidaires. Le premier à propos du bond en avant de M. Draghi, qui n'est soumis à aucun tribunal : « *L'euro est irréversible, ce*

*n'est visiblement pas le cas de la démocratie.* » Le second à propos de M. Vosskuhle, âgé de 48 ans : « *In fine, il se pourrait qu'Andreas Vosskuhle ne soit pas seulement le plus jeune président de la Cour constitutionnelle d'une République fédérale souveraine, mais aussi le dernier.* »

La double décision de la BCE et de Karlsruhe ouvre la voie au sauvetage de l'Espagne. Et l'affaire va don-

ner lieu à un affrontement entre deux légitimités démocratiques, le gouvernement madrilène de Mariano Rajoy et le Bundestag allemand.

Madrid a besoin de l'aide des Européens pour recapitaliser ses banques et faire baisser les taux d'intérêts. Pour cela, il faut que M. Rajoy fasse appel à ses pairs européens. Il y renâcle. Parce qu'il ne veut pas aggraver l'inquiétude sur son pays. Parce qu'il ne veut

pas prendre le risque d'un refus de ses partenaires, notamment allemand. Le déblocage des fonds du MES doit être approuvé par 85% de ses actionnaires, ce qui maintient un droit de veto au Bundestag. Après les fourches Caudines de Francfort et Karlsruhe, le diktat de Berlin ? Non, car la situation là aussi est paradoxale. Le Bundestag est formellement en position de force face au gouvernement espagnol, mais il a toutes les chances de perdre la bataille.

**Francfort, Karlsruhe, Berlin : c'est un triple renoncement qui s'est imposé à l'Allemagne**

Explication : les Allemands ont exigé des garanties pour que ne se répète pas l'épisode de l'été 2011, lorsque Silvio Berlusconi avait vite enterré ses promesses de réformes après que la BCE avait volé à son secours. Des précautions ont été prises : l'aide du MES doit s'accompagner d'engagements fermes et d'un contrôle par les Européens de la politique espagnole. Dès que M. Rajoy aura pris ses engagements, le Bundestag se trouvera dans la quasi-impossibilité de se dérober, tout comme la BCE.

Ainsi, derrière l'apparence d'un triple droit de veto venu d'Allemagne, celui de Francfort, Karlsruhe et Berlin, c'est un triple renoncement qui s'est imposé à l'Allemagne. Les vieilles institutions de la République fédérale ont été sapées sur l'autel de l'euro. Rien ne les complète pour l'instant en Europe. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

## La Cour de Karlsruhe se range aux impératifs de la construction européenne

Berlin  
Correspondant

La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a approuvé avec des réserves, mercredi 12 septembre, la création du Mécanisme européen de stabilité (MES) et du pacte budgétaire. Mais elle a indiqué, comme attendu, que la participation de l'Allemagne au MES ne devait pas dépasser les 190 milliards d'euros prévus. Et que toute éventuelle augmentation de capital devrait obtenir l'aval du parlement allemand.

Même si une lecture attentive des attendus sera nécessaire pour comprendre toutes ses implications, ce jugement constitue une

bonne nouvelle pour le gouvernement. Angela Merkel devait s'exprimer sur ce sujet mercredi en fin de matinée au Bundestag.

Ce jugement était attendu par toute l'Europe et même au-delà. En raison du poids de l'Allemagne qui apporte à elle seule 27% du capital du MES, une non-participation de Berlin à ce fonds monétaire européen qui ne dit pas son nom était impensable.

Peu d'experts prévoyaient une approbation sans condition ou un refus total de la part des juges. Un accord sans réserve paraissait peu probable en raison de la jurisprudence de la Cour. Amenée à se prononcer en 1993 sur le traité de Maastricht, en 2009 sur celui de

Lisbonne, en 2011 sur l'aide à la Grèce et la création du Fonds européen de stabilité financière (FESF), la Cour a, à chaque fois, donné son aval, tout en insistant sur le renforcement des droits du Bundestag.

### Jusqu'au-boutistes

En février 2012, alors que le gouvernement allemand avait créé une mini-commission de neuf députés pour les crises de la zone euro, la Cour a donné raison aux écologistes et jugé que cette structure n'était pas suffisamment respectueuse des droits du Parlement. Créée en 1951 pour défendre les droits des citoyens face à l'Etat et protéger la démocratie allemande, la Cour est très

réserve sur les transferts de pouvoir à l'égard d'une autorité européenne qui, elle, ne bénéficie pas d'une légitimité démocratique. Saisis de ces lois depuis juillet, les juges n'ont eu de cesse de montrer qu'ils prenaient l'affaire très au sérieux, avant de rendre un jugement qui n'est que provisoire mais qui devrait préfigurer le jugement définitif.

Les raisons expliquent la démarche des juges : la première est qu'après avoir, à de nombreuses reprises, indiqué que la ligne rouge du non-respect de la Constitution était sur le point d'être franchie, les juges se devaient d'être irréprochables à l'égard de mécanismes qui engagent l'Alle-

magne pour des décennies et pour des montants très élevés.

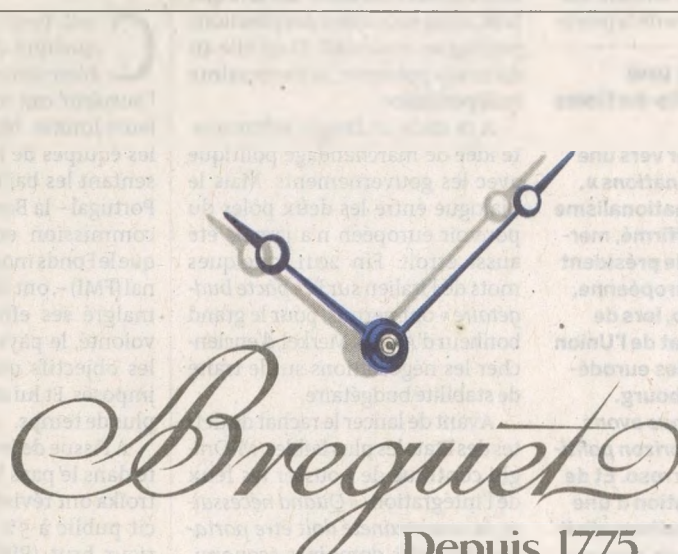
La deuxième raison est l'hétérogénéité des plaignants. Entre Peter Gauweiler, député social-chrétien (CSU) qui estime que le MES va entraîner le pays dans des dépenses abyssales, le parti de la gauche radicale, die Linke, qui au contraire, juge que le pacte budgétaire interdit à l'avenir toute politique keynésienne, et entre les deux, l'association Plus de démocratie dont 37 000 adhérents jugent que le Parlement a outrepassé ses pouvoirs, les huit juges avaient face à eux une bonne partie de la société allemande. Selon les sondages, une majorité d'Allemands souhaitaient que les juges mettent leur veto.

Une perspective improbable. L'intégration européenne est l'un des objectifs explicites de la Loi fondamentale allemande. Les spécialistes voyaient mal les juges prendre le risque de provoquer une crise en invoquant un déni de démocratie alors que les textes ont été votés par les parlementaires le 29 juin à une majorité des deux tiers et que dans aucun autre pays européen, ce déni démocratique n'est vraiment mis en avant. Déjà très critiqués après le jugement sur le traité de Lisbonne pour avoir sous-estimé l'aspect démocratique de la construction européenne, les juges pouvaient difficilement être jusqu'au-boutistes. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE



Type XXI Chronographe



Breguet  
Depuis 1775

www.breguet.com

BOUTIQUES BREGUET - 6, PLACE VENDÔME PARIS +33 1 47 03 65 00 - 26, LA CROISSETTE CANNES +33 4 93 38 10 22



## LA CRISE DE L'EURO

# Au fil de la crise et face au vide politique, la BCE gagne en puissance

L'institution monétaire se voit désormais chargée de superviser le secteur bancaire européen

## Analyse

Mario Draghi sur tous les fronts. Une semaine après avoir présenté son « bazooka » pour tenter de calmer la crise, le président de la Banque centrale européenne (BCE) est appelé à la rescousse pour superviser les banques de l'union monétaire. José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, et Michel Barnier, chargé des services financiers, devaient faire des propositions en ce sens, mercredi 12 septembre. Pour eux, la BCE doit mener à bien cette nouvelle mission, par étapes d'ici à fin 2013.

Leur projet, désormais soumis à l'examen des Vingt-Sept, en dit long sur les rapports de force au sein d'une Europe laminée par trois ans de crise des dettes : la Commission a bien tenté de placer au centre du jeu la toute jeune Autorité bancaire européenne (EBA), mais elle a dû s'incliner devant les gardiens de l'euro.

C'est ainsi : au fil de la tourmente, la BCE est devenue une institution incontournable, la seule en mesure d'apaiser les marchés, comme l'ont montré – provisoirement – les annonces de M. Draghi cet été. « La toute-puissance de la BCE n'est pas choquante en soi, mais elle témoigne de la faillite des politiques », observe l'eurodéputée Sylvie Goulard (MoDem).

« La BCE s'est vite retrouvée en première ligne, car l'Eurogroupe a été rapidement dépossédé de ses prérogatives par les chefs d'Etat et de gouvernements tandis que la Commission s'est révélée plus que discrète. L'institution a bénéficié de ce vide, renchérit Jean Pisani-Ferry, le directeur du centre de réflexion Bruegel. Elle a aussi inspiré confiance, car elle est capable de prendre des décisions fortes et a été en pointe dès le début de la crise financière, comme l'a montré son intervention d'août 2007. »

A la tête de la seule instance fédérale européenne, M. Draghi peut agir, même contre l'avis du gouverneur de la Bundesbank, Jens Weidmann, pour tenter d'éviter le naufrage de l'Espagne, voire de l'Italie. La BCE prend alors le relais des gouvernements, incapables – souvent en raison de blocages politiques internes – de muscler toujours plus les fonds de secours, ou d'avancer vers davantage d'intégration, autant de signaux qui seraient susceptibles de convaincre de la péren-

## M. Barroso prône une Fédération d'Etats-nations

L'Europe doit évoluer vers une « fédération d'Etats-nations », comme rempart au nationalisme et au populisme, a affirmé, mercredi 12 septembre, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, lors de son discours sur l'état de l'Union européenne devant les eurodéputés réunis à Strasbourg. « C'est de cela que nous avons besoin, c'est notre horizon politique », a ajouté M. Barroso. Et de souligner que la création d'une fédération d'Etats-nations allait « à terme nécessiter un nouveau traité ».

M. Barroso a plaidé pour que l'Union européenne prenne, dans l'attente, « des mesures concrètes avec une union politique à l'horizon ». Il a notamment plaidé pour une « européanisation » des enjeux des prochaines élections européennes en juin 2014. – (AFP, Reuters.)

nitité de l'euro. De surcroît, la BCE siège, avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Commission, au sein de la troïka chargée de scruter les efforts d'austérité et de réforme des pays sous assistance. M. Draghi est aussi membre du cercle chargé de réfléchir à la refonte de l'union monétaire, sous la houlette du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.

Cette montée en puissance ne va pas sans susciter des remous. Certains avaient jugé inacceptable la lettre envoyée à l'été 2011 par la BCE à l'ancien président du conseil

« La toute puissance de la BCE n'est pas choquante, elle témoigne de la faillite des politiques »

Sylvie Goulard  
eurodéputée

italien, Silvio Berlusconi, dans laquelle elle fixait les réformes à mener en échange de son soutien sur les marchés. Un biais que le nouveau programme d'achat de dette présenté le 6 septembre devrait éviter : la BCE conditionne ses interventions à celles des fonds de secours, placés sous le contrôle des Etats qui exigeront alors des réformes aux décisions des dirigeants européens, et viole les traités en volant au secours des Etats surendettés.

La prise en charge de la supervision bancaire par la BCE « est le modèle qui s'impose dans la plupart des pays, comme le montre le Royaume-Uni, qui a fait basculer cette mission de la FSA [le gendarme des marchés] à la Banque d'Angleterre. Mais cela risque de poser des problèmes, notamment sur la façon dont la Banque centrale articule ses différentes missions et gère les tensions entre elles, note M. Pisani-Ferry. Surtout, la relation avec le pouvoir politique n'est pas la même : si la BCE retirait par exemple sa licence à une banque, on entrerait dans une phase dite de "résolution" de crise pour ventiler le coût entre les actionnaires, les créanciers et les contribuables, un rôle qui échoit au gouvernement. » Les plus orthodoxes redoutent dès lors que la BCE soit soumise à des pressions politiques en amont. Et qu'elle ait du mal à préserver sa sacro-sainte indépendance.

A ce stade, M. Draghi réfute toute idée de marchandage politique avec les gouvernements. Mais le dialogue entre les deux pôles du pouvoir européen n'a jamais été aussi étroit. Fin 2011, quelques mots de l'Italien sur le « pacte budgétaire » ont permis, pour le grand bonheur d'Angela Merkel, d'enclencher les négociations sur le traité de stabilité budgétaire.

Avant de lancer le rachat de dettes des Etats les plus faibles, M. Draghi continue de pousser les feux de l'intégration : « Quand nécessaire, la souveraineté doit être partagée dans des domaines économiques choisis, et la légitimation démocratique approfondie », répète-t-il depuis juillet. Pour le patron de la BCE, l'union monétaire doit approfondir son intégration afin de rendre l'euro irréversible. Mais la balle est, cette fois, dans le camp des politiques. ■

CLÉMENT LACOMBE  
ET PHILIPPE RICARD (À BRUXELLES)

# L'indépendantisme catalan, dopé par la crise, s'offre une démonstration de force

Des centaines de milliers de personnes ont défilé mardi à Barcelone. L'enjeu est aussi financier

## Reportage

Barcelone  
Envoyée spéciale

Dans les rues de Barcelone coupées à la circulation, impossible de se frayer un chemin. Familles avec enfants, étudiants et retraités, chefs d'entreprise et chômeurs forment une foule compacte, venue des quatre coins de la Catalogne dans des bus affrétés pour l'occasion, agiter des drapeaux rouge et jaune et clamer son souhait de construire un Etat indépendant pour le « peuple catalan ». Près d'un million et demi de personnes selon la police locale, 600 000 selon le gouvernement central, ont défilé entre le Passeig de Gràcia et le Parlement, mardi 11 septembre, à l'appel d'un collectif d'associations indépendantistes, l'Assemblée nationale catalane (ANC), sous le mot d'ordre « La Catalogne, nouvel Etat d'Europe ».

Chaque année, le 11 septembre, jour de la Catalogne, la « Diada », qui commémore la prise de Barcelone par l'armée franco-castillane, en 1714, est l'occasion pour des mouvements indépendantistes traditionnellement divisés d'organiser des manifestations. Jamais elles n'avaient rassemblé autant de monde que cette année, où les organisations indépendantistes, bénéficiant de la bienveillance du gouvernement régional, avaient décidé de s'unir pour faire une démonstration de force « face à l'Espagne, l'Europe et le monde ».

Ce succès témoigne d'un sentiment indépendantiste grandissant dans la société catalane, qui s'étend aussi bien dans les milieux aisés que populaires, touche autant la droite que la gauche et s'est nourri de la crise économique pour recruter de nouveaux adeptes. Pour la première fois, en juin, le baromètre du centre d'études d'opinion de la région a indiqué qu'une majorité absolue de Catalans, 51,1 % exactement, voterait « oui » à un référendum sur l'indépendance. Soit huit points de plus qu'en 2011.

L'idée que la Catalogne se sortirait mieux sans l'Espagne a fait son chemin. Politiquement, les Catalans n'ont pas digéré la censure par le Tribunal constitutionnel espagnol, en 2010, de plusieurs articles



Plus d'un million et demi de manifestants ont défilé à Barcelone, mardi 11 septembre. GEORGES BARTOLI/FEDEPHOTO

du nouveau statut d'autonomie censé redéfinir les relations entre la région et Madrid. Ils ne tolèrent plus le fait qu'une partie importante des revenus de la Catalogne serve à financer le rattrapage des régions moins favorisées. Ce « déficit fiscal » que le gouvernement de la coalition nationaliste CiU, revenue au pouvoir en 2010, évalue à 16 milliards d'euros annuels, soit 8 % du PIB régional, passe d'autant plus mal que la Catalogne n'échappe pas à la crise.

« Aujourd'hui beaucoup de gens se rendent compte que l'indépendance est la seule solution, assure Carme Forcadell, présidente de l'ANC. Nous apportons beaucoup à l'Espagne et nous recevons peu, alors que des milliers de Catalans ne parviennent pas à boucler leurs fins de mois. »

Avec un taux de chômage à 22 % de la population active, des politiques d'austérité très dures et des difficultés de financement sur les marchés qui l'ont contrainte à demander l'aide de Madrid, la Catalogne a de plus en plus de mal à accepter le principe de solidarité entre régions.

« L'Espagne nous traite mal, surtout économiquement, estime Jesus, policier d'une quarantaine

d'années qui manifeste au côté de sa femme. Si une région comme la Catalogne est un moteur économique, elle ne peut pas recevoir moins que les régions moins productives. »

« On nous parle des risques de l'indépendance mais pas de ceux de la dépendance, s'insurge Joan, trentenaire, chargé de communica-

« L'Espagne coule, nous ne voulons pas nous noyer avec elle. Notre économie a un futur, celle de l'Espagne, non »  
Joan manifestant

tion dans l'administration publique. L'Espagne coule, nous ne voulons pas nous noyer avec elle. Notre économie a un futur, celle de l'Espagne, non. »

Le président nationaliste de la région, Artur Mas, ne manquera pas d'utiliser le succès de la manifestation de mardi, qu'il a encouragée en appelant à une participation massive, pour négocier le 20 septembre avec le chef du gouvernement, Mariano Rajoy, l'octroi

d'un « pacte fiscal » visant à donner à la région l'autonomie financière et fiscale, c'est-à-dire le droit d'utiliser tout l'argent collecté dans la région. Il a déjà prévenu que si cette négociation échoue, « le chemin de la liberté sera ouvert », menaçant de convoquer des élections anticipées. Or M. Rajoy a déjà rejeté cette idée. « La Catalogne a de graves problèmes de déficit et de chômage, a-t-il rappelé lundi soir. Ce n'est pas un temps pour l'embrouille, la dispute et la polémique. C'est le moment de l'union et de la collaboration. »

En brandissant la menace d'une sécession, le président catalan joue un jeu dangereux, lui qui a besoin du soutien des députés du Parti populaire (PP, au gouvernement à Madrid) pour gouverner la région, et de l'aide de l'Etat central pour payer ses factures. Surtout, la Catalogne, région la plus endettée d'Espagne, incapable de réduire son déficit public en 2011, fermée aux marchés financiers, a dû demander au début du mois de septembre une aide de 5 milliards d'euros pour refinancer ses crédits arrivés à échéance. Une posture délicate pour exiger du gouvernement davantage d'autonomie. ■

SANDRINE MOREL

# La troïka desserre l'étau sur le Portugal en l'absence de résultats satisfaisants malgré les efforts consentis

L'objectif de déficit public est ramené à 4,5 % en 2013 au lieu de 3 % envisagé initialement

C'est peut-être le début de quelque chose. La prise de conscience que les vertus de l'austérité ont maintenant atteint leurs limites. Mardi 11 septembre, les équipes de la « troïka » représentant les bailleurs de fonds du Portugal – la Banque centrale et la commission européennes ainsi que le Fonds monétaire international (FMI) –, ont dû reconnaître que, malgré ses efforts et sa bonne volonté, le pays n'atteindrait pas les objectifs qui lui avaient été imposés. Et lui ont accordé un peu plus de temps.

A l'issue de leur cinquième visite dans le pays les membres de la troïka ont révisé l'objectif de déficit public à 5 % du Produit intérieur brut (PIB) en 2012 contre 4,5 % auparavant. Un geste qui pourrait sembler dérisoire – selon les experts, le déficit pourrait dérap

er davantage. Mais la troïka offre aussi un délai pour 2013 : plus question de ramener le déficit à 3 % du PIB. C'est désormais 4,5 % qu'il faut viser avant de redescendre à 2,5 % en 2014.

« Les changements permettent d'ajuster le programme à une réalité extérieure et intérieure différente de celle que nous attendions », a expliqué Vitor Gaspar, le ministre des finances mardi.

L'économie portugaise est affectée par l'effondrement de la demande intérieure. Tandis que les exportations peinent à trouver des débouchés dans des pays européens qui tournent au ralenti. Résultat, l'effort d'austérité sans précédent que s'est infligé le pays n'a pas produit les effets attendus. Les recettes fiscales, malgré diverses hausses de taxes, ont baissé tandis que les aides aux chômeurs augmentaient.

Et si la troïka offre aujourd'hui un peu d'air, le pays n'est pas sorti d'affaires. Loin de là. « La situation est difficile et dangereuse. Il y a des risques catastrophiques », a prévenu M. Gaspar.

Le contexte général est mauvais. Et la récession durera plus longtemps que prévu. Après une chute de 3 % cette année, le PIB portugais devrait se contracter d'environ 1 % en 2013 contre une croissan-

ce de 0,2 % estimée auparavant. Le taux de chômage aujourd'hui à 15 % pourrait lui grimper jusqu'à 16 % de la population active. Quant à la dette, elle devrait croître jusqu'au pic de 124 % du PIB (contre 108 % fin 2011).

## Soutien de l'Europe

Des chiffres qui semblent démontrer l'effet contre-productif de l'austérité. Mais le gouvernement conservateur de Pedro Passos Coelho ne veut pas relâcher l'effort. De nouvelles coupes budgétaires sont prévues. Dès le 1<sup>er</sup> janvier les cotisations sociales passeront de 11 % à 18 % comme l'a annoncé le premier ministre vendredi 7 septembre. Dans le même temps, les charges patronales seront ramenées de 23,75 % à 18 % afin de favoriser l'emploi.

Les syndicats sont sur le quivive. Mais pour Guilherme d'Oliveira Martins, professeur de finances publiques à l'université de droit de Lisbonne – et fils du président de la Cour des comptes qui porte le même nom que lui – la grogne sociale n'est pas le plus grand

danger. « Il n'y pas de révolte chez nous, explique-t-il, plutôt un profond sentiment de tristesse ». « Le pays est en train de mourir. Nous avons maintenant besoin de l'aide de toute l'Europe », plaide-t-il.

Le signal envoyé par la troïka est sans doute un bon début. « C'est une révision marginale mais c'est aussi un signe de reconnaissance des efforts entrepris », pense Jésus Castillo, économiste chez Natixis. D'autant, souligne-t-il, que la situation 2013 s'annonce difficile en terme de croissance en Europe et dans le monde.

De l'avis des experts le pays aura inévitablement encore besoin d'aide. Il serait osé d'imaginer que le Portugal pourra revenir sur les marchés se financer dès la mi-2013. Et « Lisbonne en fait plus qu'assez pour continuer à bénéficier du soutien de l'Europe », note Gilles Moëc, chez Deutsche Bank. A ses yeux, il faut donc cesser de penser que le Portugal sera une nouvelle « success story » pour l'Europe. Le prix à payer serait trop lourd pour y parvenir. ■

CLAIRE GATINOIS



# Europe, l'horizon interdit

**Y** penser toujours, n'en parler jamais. Il en va en France de l'Europe comme de l'Alsace et de la Lorraine entre 1870 et 1918. Le sujet est tabou et il convient de ne pas en dire un mot à la population française. Ainsi, François Hollande a soigneusement évité de parler d'Europe lorsqu'il a présenté, le 9 septembre sur TF1, son « *agenda du redressement* » 2014, censé fixer le cap de la première partie de son quinquennat.

Pourtant, c'est bien l'agenda européen qui dicte l'action du président de la République. L'euro est en sursis, la France aussi. Que la crise s'aggrave, et elle pourrait subir le sort de l'Italie attaquée par les marchés financiers. Qu'elle se calme, et elle pourrait aussi subir le sort de l'Italie, les marchés découvrant que la santé économique de l'Hexagone n'a rien à envier à celle de la Péninsule, deuxième puissance industrielle du continent.

Si le président esquive le sujet de l'Europe, c'est que celle-ci est incapable de constituer un horizon politique. Le contraste est singulier avec François Mitterrand, qui choisit en 1983, après deux années d'errements économiques, le tournant de la rigueur. L'Europe plutôt que le socialisme : François Mitterrand ancre alors sa politique dans un double horizon, français et européen.

Censée selon le traité de Rome forger une « *union sans cesse plus étroite entre les peuples européens* », l'Europe était une utopie, mais une utopie aux conséquences bien concrètes, qui devait permettre à la France de se moderniser. Ainsi, en 1986, l'acte unique fixe pour horizon la réalisation du grand marché en 1992. Ensuite, le traité de Maastricht lance la marche vers l'euro, qui doit être créé au mieux en 1997, au plus tard en 1999, et force les pays candidats à faire converger leurs politiques économiques.

Cette méthode du compte à rebours, qui permit aussi d'organiser l'élargissement aux pays de l'Est en 2004, est caduque. L'Europe s'est fracassée sur ses échecs et sur sa crise de légitimité, actée en 2005 par le double non des Français et des Néerlandais à la Constitution européenne. La crise de l'euro, qui atteste de l'incapacité au

## Analyse

ARNAUD LEPARMENTIER  
Editorialiste

moins provisoire de l'Europe à protéger les peuples et leur assurer la prospérité, n'a fait que confirmer cette défiance.

Une parade, pour François Hollande, consisterait à s'inspirer de la dernière tentative d'utopie européenne, l'agenda dit de Lisbonne. Lancé en 2000 en pleine bulle Internet, cet agenda devait faire de l'Europe « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde* » d'ici à 2010. Il s'agissait de dépasser l'hyperpuissance américaine. Aucune contrainte ne fut fixée, et l'affaire partit à vau-l'eau. A l'exception notable du chancelier allemand Gerhard

**Le président présente donc son agenda de réforme comme une parenthèse de deux ans, un moment dur à passer, qui permettra après d'avoir « une société plus solidaire »**

Schröder qui décida, en 2002, de nationaliser l'ambition de Lisbonne en lançant son propre agenda 2010. Sans l'Europe. En Allemand, mais avec le succès que l'on sait.

François Hollande peut-il suivre sa voie ? Son intervention sur TF1 avait des accents schrödériens. Toutefois, le chancelier affichait un objectif de long terme unanimement partagé dans son pays : restaurer la compétitivité de l'Allemagne, pour en refaire une championne industrielle et exportatrice.

François Hollande n'est pas dans cette situation. Il n'a pas de projet légitime de long terme qu'il puisse revendiquer, ce qui explique la fai-

blesse de son discours. Le président présente donc son agenda de réforme comme une parenthèse de deux ans, un moment dur à passer, qui permettra ensuite d'avoir « *une société plus solidaire* ». Mais rien n'est dit sur l'avenir de la France dans l'Europe et la mondialisation. Dans la crise, la plupart des pays en difficulté adoptent le modèle de réformes à l'allemande. Librement ou contraints. Et ce choix vaudra pour la France.

C'est l'analyse de l'ex-premier ministre Jean-Pierre Raffarin. « *A un moment, on demandera aux Français de choisir entre les Pyrénées et le Rhin, d'être comme les Allemands ou les Espagnols* », assure le sénateur UMP de la Vienne. L'alignement sur l'Allemagne fut en janvier l'axe éphémère de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy. Après avoir brocardé la politique qu'il jugeait sacrificielle de Berlin, il en fit un modèle à copier. L'argument fut vite abandonné, en raison de son effet plus que mitigé sur les intentions de vote. Il est encore plus difficilement vendable pour un président de gauche.

Dans ce contexte, François Hollande est dans le non-dit, tant sur le plan national qu'euro-péen. Côté européen, le président espère que l'Union franchira la course d'obstacles qui est devant elle, avec sa litanie de plans de sauvetage, d'élections et de verdict constitutionnels, permettant *in fine* aux investisseurs de reprendre le chemin du sud de l'Europe. Il espère que ce répit européen lui permettra de récupérer une petite marge de manœuvre nationale pour mener à bien son agenda de deux ans.

Ce n'est qu'après que l'Europe pourra devenir un horizon défendable : lorsqu'elle aura fait la preuve de son efficacité, en surmontant la crise. Il sera alors temps de réfléchir à une nouvelle légitimation du projet par les populations. Les Français ont la hantise de réitérer l'expérience des référendums européens. Mais la question redeviendra inéluctable, lorsque les règles auront tant évolué que les autorités allemandes n'auront d'autre choix que de consulter leur population. ■

leparmentier@lemonde.fr